

Samia Ghali (PS) veut faire intervenir l'armée contre les dealers, mais occulte la haine de la France dans les cités

Samia Ghali est sénatrice, mais elle est surtout connue à Marseille pour être maire socialiste des 15ème et 16ème arrondissements, quasi intégralement classés « ZUS » depuis 12 ans, et depuis peu « ZSP » par le nouveau ministre de l'Intérieur.

Comme je l'avais expliqué [dans un article](#), Samia Ghali, comme tous les élus de gauche des quartiers nord (à l'exception notoire de Karim Zéribi), habite dans les quartiers sud relativement calmes et fort loin de sa circonscription (source : [La Provence](#)). Tout comme ses collègues, elle procède par clientélisme communautaire (en intervenant par exemple dans [le dossier de la Grande mosquée](#) de Marseille).



On se souvient

également qu'elle a soutenu mordicus Jean-Noël Guérini avant de se rapprocher de Michel Vauzelle.



J'écrivais dans mon article : « La carrière professionnelle de Samia Ghali n'a rien à envier à celle de son concubin, puisqu'elle s'est entièrement déroulée dans le sérail socialiste. Très jeune, elle adhère au P.S. dans la foulée de la « marche des Beurs » et de SOS-Racisme. Cela lui permet de décrocher un premier emploi, de courte durée, dans une mutuelle de prévoyance de la galaxie socialiste. Puis elle est embauchée comme permanente du P.S. local, puis comme agent territorial au conseil régional PACA dirigé par... le PS ! On n'est jamais mieux servi que par ses amis. »

Bref Samia Ghali est l'exemple de la nomenklatura socialiste locale et nationale. Mais il y a un combat qu'on ne peut lui nier, c'est celui [contre la délinquance](#) et en particulier le trafic de stupéfiants. C'est d'ailleurs ce dernier, qui a déjà fait 18 morts par « règlements de comptes » dans les Bouches-du-Rhône depuis le début de l'année, qui lui a valu [une interview dans Le Parisien](#), publiée le 26 août.

Évidemment, on attend de nos responsables politiques des

actes, ou du moins des propositions concrètes, et pas seulement de belles paroles. Et quand on demande à Samia Ghali ce qu'il conviendrait de faire, sa réponse est surprenante :

« Il faut commencer par casser les barres d'immeubles pour désenclaver les cités. Ensuite, je prône le recours à l'armée pour bloquer l'accès des quartiers aux clients des dealers. Comme en temps de guerre, avec des barrages. Et même si cela doit durer un an ou deux, il faut tenir. Combattre les dealers revient à combattre une fourmilière. Vous en arrêtez dix, dix autres se présentent aussitôt pour les remplacer. Il faut également rétablir le service militaire pour obliger les jeunes qui arrêtent l'école trop tôt à sortir de leur quartier et à apprendre la discipline. »

« Casser les barres d'immeubles », ça a été fait maintes fois, en vain. Il faut tout de même rappeler à Samia Ghali que les « cités » ont été construites pour accueillir la population rurale venue travailler en ville, et aussi des travailleurs immigrés, et aussi des rapatriés d'Algérie, tous heureux de trouver un logement décent et avec toutes les commodités modernes. Le site « fdesouche.com » a publié plusieurs vidéos (mais hélas je ne retrouve pas tous les liens) où tous ces gens expliquaient leur bonheur d'habiter ces « cités » en région parisienne et lyonnaise, ainsi qu'à Marseille, avant que n'arrive une population maghrébine et africaine de peuplement et une délinquance qui les ont fait fuir.

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/x81kde_la-tele-d-avant-la-langue-de-bois-1_news[/dailymotion]

http://www.dailymotion.com/video/x81kde_la-tele-d-avant-la-langue-de-bois-1_news

D'ailleurs Samia Ghali elle-même dit dans son interview : « Je suis née et j'ai grandi dans ces cités »... alors qu'elle est aussi allée habiter dans les beaux quartiers dès que l'occasion s'est présentée.

Mais le plus surprenant dans cette interview (et il est étrange que la presse ne l'ait pas repris), c'est l'appel à l'armée ! Je re-cite : « *Je prône le recours à l'armée pour bloquer l'accès des quartiers aux clients des dealers. Comme en temps de guerre, avec des barrages. Et même si cela doit durer un an ou deux, il faut tenir.* »

Concrètement, c'est donc une véritable réédition de la « bataille d'Alger » que nous propose Samia Ghali, mais multipliée par le nombre de zones de non-droit. Rappelons les chiffres : 751 ZUS (Zone urbaine sensible) en France, et le ministre de l'Intérieur veut créer 50 ZSP (Zone de sécurité prioritaire).



Rappelons que la seule « bataille d'Alger » a mobilisé quelque 10.000 militaires et policiers, et s'est conclue par une victoire des forces armées contre le FLN algérois ; si bien qu'elle est enseignée dans toutes les écoles militaires de France et d'ailleurs.

Or il est évident qu'avec une armée actuelle qui ne compte qu'environ 230.000 militaires (dont les gendarmes), et qui démontre [selon un rapport récent](#) sa difficulté à se projeter sur plusieurs terrains de bataille à l'étranger, une opération globale contre les centres de trafics de stupéfiants sur le territoire national semble une gageure difficile à tenir. Pour

donner une idée, notre armée ne dispose que de 330 hélicoptères... contre 600 en 2002 !



Faut-il alors agir cité par cité, l'une après l'autre ? C'est prendre le risque que le trafic se reconstitue sitôt les militaires partis. C'est d'ailleurs ce que l'on constate avec les guérillas urbaines actuelles : on déshabille Paul pour habiller Pierre, et c'est Paul qui réagit en attendant le tour de Pierre.

Mais la réaction de Samia Ghali a au moins le mérite de poser une question cruciale : nous sommes en guerre interne contre ces « caïds » qui envoient des « jeunes » caillasser les policiers, voire leur tirer dessus. Et qui dit guerre dit armée...

Sinon que Samia Ghali, en concentrant son combat sur la drogue, fait l'impasse sur une toute autre dimension de ce qui se passe dans nos ZUP et nos ZSP.

Quelques exemples de ces derniers jours.

[A Reims](#), une vingtaine d'individus s'en prend spontanément aux forces de l'ordre après un banal contrôle. Un pavé est jeté du 3ème étage d'un immeuble sur le pare-brise d'un véhicule de police.

[A Roubaix](#), suite également à un contrôle de jeunes en scooter et sans casque, c'est très spontanément que des « *noceurs* »

(sic !), participant à un mariage et qui passaient par-là « *sont aussitôt venus prêter main forte au contrevenant, et ont commencé à leur tour à noyer les policiers **sous les coups et les insultes**. Ceux-ci ont finalement dû battre en retraite devant l'agressivité de la foule.* » On ne me fera pas croire que les « *noceurs* » avaient été commandités par des « *caïds* » de la drogue !

[A Montpellier](#), suite à la tentative d'interpellation d'un adolescent de 14 ans qui poussait un scooter volé, trois policiers de la BAC ont été battus et blessés à **coup de barres de fer** « *par la famille du jeune, des amis et par un groupe qui s'est formé rapidement* ».



Bref, la drogue n'explique pas tout, contrairement à ce que laisse entendre l'interview de Samia Ghali. Il y a une véritable haine contre tout ce qui représente la France, et en particulier ses forces de l'ordre ; une haine qui se cristallise à la moindre occasion et sans aucun ordre de « *caïds* » du trafic de stupéfiants. Si ceux-ci peuvent parfois instrumentaliser cette haine à leur profit, il n'en demeure pas moins qu'elle existe en elle-même et qu'elle commence à l'école par un enseignement culpabilisant la France et finit par vouloir « *tuer du flic* ».

Mais de cela, de ce racisme anti-français, de cette détestation du pays d'accueil, ni Samia Ghali ni Manuel Valls ne veulent entendre parler. Et c'est pourtant là que se situe le véritable terreau d'une possible guerre civile qui pourrait un jour impliquer nos forces armées.

Roger Heurtebise